INTRODUCTION

Nous nous proposons ici d'étudier l'expérience du Front Populaire en France en 1936. «36» est une des références historiques principales du P.S., du P.C.F. et aussi des syndicalistes.

Il faut faire l'étude historique de ce qui s'est passé en 1936. Les faits généralement connus sont: l'existence d'un gouvernement de «Front Populaire», plusieurs semaines de grèves très massives avec occupation dans tout le pays, et diverses réformes sociales (appelées en général les «conquêtes» de 1936...).

* Quelle a été la nature des grèves de 1936 ? Qu'en a-t-il été réellement de l'expérience du Front Populaire du point de vue de la capacité politique de la classe ouvrière et du peuple ?

Nous essaierons de répondre à ces questions tout en analysant la situation générale de la France et de l'Europe à cette époque, où, portée par le fascisme et le nazisme, la guerre mondiale s'approche. Aussi la période chronologique choisie ici est 1934-1939 et non seulement l'année 36. 1934, c'est en France la violente manifestation fasciste du 6 Février; c'est aussi en Allemagne, un an après la nomination d'Hitler comme Chancelier du Reich, l'établissement du pouvoir absolu du parti nazi dans tout le pays. 1939, c'est le début de la seconde guerre mondiale.

Anne COMTAT

"36"

LE FRONT POPULAIRE (1934-39)

ÉDITIONS POTEMKINE

L'EUROPE . 1936 . 1939 .

Pays fascistes

Pays envahis par l'Allemagne 1938-1939 (septembre)

Espagne: Guerre civile.

(On notera que les frontières de la Pologne et de la Tchécoslovaquie de l'époque diffèrent sensiblement de celles d'aujourd'hui, ainsi, bien sûr que celles de l'Allemagne).

La situation en 1934-35

-1) L'ENSEMBLE DES PAYS OCCIDENTAUX A ÉTÉ TOUCHÉ PAR LA CRISE.

La crise économique a atteint le capitalisme français assez tardivement (1931), mais très sévèrement. Le nombre de chômeurs se chiffre depuis par centaines de milliers (425 000 en 1935). Le gouvernement a décidé des décrets-lois déflationnistes pour redresser la situation économique qui consistent essentiellement à un blocage et même à une baisse des salaires, et à un blocage des prix. Les classes moyennes voient leurs revenus diminuer considérablement. Les salaires des ouvriers et des employés sont bas; dans les usines, le patronat a imposé l'augmentation des cadences et de la durée du travail; les heures supplémentaires sont nombreuses. Les ouvriers n'opposent pas de riposte victorieuse à ces mesures.

-2) L'AUTRE ASPECT DE LA CRISE, C'EST LA CRISE POLITIQUE ET IDÉOLOGIQUE, ET LA MONTÉE DU FASCISME DANS PLUSIEURS PAYS EUROPÉENS.

En Italie, Mussolini et le parti fasciste dirigent depuis 1922-24 (1922: Mussolini vient au gouvernement; 1924: assassinat du député socialiste Matteoti par les fascistes); au Portugal Salazar a pris le pouvoir en 1932. En Janvier 1933, Hitler devient chancelier de l'État allemand; le parti nazi prend réellement le pouvoir, par la force en 1933-34. Les premiers camps de concentration apparaissent, où sont enfermés les communistes, les socialistes et en général les opposants au régime nazi; les mesures anti-sémites se multiplient. Dans d'autres pays européens, notamment en Espagne et en France, l'activité des groupes fascistes est en essor.

En France: avec la crise et surtout en 1934, les groupes fascistes (les «ligues») développent leurs activités. Les groupes principaux sont les Croix de Feu du Colonel de la Roque, les Jeunesses Patriotiques de Taittinger, l'Action Française et la Solidarité Française. Leur activité est surtout anti-républicaine et anti-parlementaire: ils s'appuient sur le discrédit qui frappe la IIIème République, le système parlementaire et les partis de gouvernement, à la suite en particulier de plusieurs scandales. Les organisations fascistes appellent le 6 Février 1934 à une manifestation contre le Palais Bourbon, siège du Parlement. De nombreux anciens combattants font partie des manifestants, qui sont au total plusieurs milliers. Les affrontements avec la police sont très violents et font de nombreuses victimes: 12 morts et environ 1100 blessés.

Cette journée du 6 Février 1934 montre la force des groupes fascistes et pose avec urgence la question de la lutte anti-fasciste en France.

-3) LA QUESTION DE LA GUERRE.

Avec la crise, s'accroît la rivalité entre pays capitalistes; la prise du pouvoir en Italie en Allemagne par des partis fascistes renforce les risques de guerre. Ni Hitler ni Mussolini ne cachent leurs projets expansionnistes et leur ambition de faire triompher le fascisme au moins dans l'ensemble de l'Europe.

Face à cette conjoncture dominée par la question du fascisme et celle de la guerre, l'U.R.S.S. et la IIIème Internationale déterminent une nouvelle politique, visant principalement à rompre l'isolement de l'U.R.S.S.

Ainsi en Avril-Mai 1934, la IIIème Internationale donne aux partis communistes la directive d'alliance et de front uni avec les sociaux-démocrates, en définissant alors le fascisme comme ennemi principal. La politique antérieure de dénonciation et de lutte contre les partis sociaux-démocrates est abandonnée. C'est l'amorce de la politique des Fronts Populaires, qui se développera par la suite, surtout en Espagne et en France.

Au niveau international, l'U.R.S.S. prend acte du danger fasciste et des risques de guerre (l'Allemagne nazie ne cache en effet pas ses objectifs de croisade «anti-bolchévique») et amorce une politique d'alliance avec les démocraties parlementaires occidentales. En Septembre 1934 elle entre à la S.D.N. (Société des Nations, l'équivalent de l'O.N.U. d'aujourd'hui). Le 2 Mai 1935, le ministre français Laval signe à Moscou un pacte d'assistance franco-soviétique. En fait, la France et la Grande-Bretagne hésitent à choisir l'alliance avec l'U.R.S.S. contre les pays fascistes, étant elles-mêmes de farouches ennemis du premier et seul Etat socialiste du monde.

La «dynamique» du Front Populaire (1934-mai 36)

A) En France, c'est à la suite de la manifestation du 6 Février 1934 et sur la question de l'anti-fascisme que s'engage le processus du Front Populaire.

Jusqu'au 12 février, aucune initiative de riposte commune n'est décidée ni par la S.F.I.O. ni par le P.C.F.: aucun des deux partis n'y est favorable. Le 9, le P.C.F. appelle seul à une manifestation anti-fasciste à Paris. L'affrontement avec la police est très dur: 6 manifestants sont tués, de nombreux autres sont blessés.

C'est la journée de grève générale contre le fascisme du 12 Février, décidée par la C.G.T. le 7, qui marque le début de la dynamique unitaire au niveau des partis et des syndicats. La C.G.T.U. (après la scission du congrès de Tours en 1920 d'où est issu le P.C.F., le mouvement syndical a également scissioné: la C.G.T. restant proche de la S.F.I.O., et la C.G.T.U. étant dirigée par le P.C.F) s'est ralliée à l'appel de la C.G.T. La grève est massivement suivie: environ 4,5 millions de grévistes pour l'ensemble du pays, et de nombreuses manifestations à Paris et dans les autres grandes villes. A Paris, le P.C.F. décide de se rallier à la manifestation organisée par la S.F.I.O. Le mot d'ordre principal y est: «Unité ! Unité !».

Quelle unité ? Unir qui ? Et sur quel contenu ? Le processus qui s'engage à partir du printemps 1934 aboutit au bout de deux ans à une alliance électorale entre partis de gauche et à la reconstitution de l'unité syndicale. Que se passe-t-il pendant ces 26 mois ? (entre février 1934 et les élections législatives d'avril-mai 1936).

Il faut d'abord signaler que l'activité des groupes fascistes n'a nullement cessé après la grande journée unitaire du 12 Février; ils continuent leurs coups et leurs parades.

Contre le fascisme, des intellectuels se regroupent, qui ont un rôle important dans les initiatives unitaires des mois suivants. Ainsi en mars 1934, un Comité de Vigilance des Intellectuels Anti-Fascistes publie un manifeste, qui est massivement signé.

Jusqu'en mai 34, rien de nouveau du côté des partis. C'est le P.C.F. qui prend la première initiative, le 31 Mai, en publiant dans l'Humanité un texte de la IIIème Internationale appelant les sociaux-démocrates (c'est-à-dire en France la S.F.I.O.) au front unique. Pour le P.C.F. qui depuis des années dénonçait durement la S.F.I.O., ceci est un changement de ligne important. Le 23 Juin, à l'issue d'une conférence nationale du P.C.F., un projet de «pacte d'unité contre le fascisme et la guerre» est proposé à la S.F.I.O. Seule la gauche de la S.F.I.O., dirigée par Marceau Pivert, est favorable à un tel pacte, tandis que l'ensemble du parti socialiste reste réticent.

Le premier appel public commun des socialistes et des communistes date du 2 Juillet 1934: un meeting est organisé par les fédérations socialistes de la Seine et de la Seine et Oise (dirigées par la tendance Marceau Pivert) et par la région parisienne du P.C.F.; meeting qui rassemble de nombreux participants.

En Juillet 1934 s'amorce le rapprochement S.F.I.O.-P.C.F.: le conseil national de la S.F.I.O. décide d'accepter le projet lancé par le P.C.F. d'un pacte d'unité d'action. Celui-ci est signé le 27 Juillet 1934.

Des manifestations unitaires vont ponctuer au fil des mois les négociations entre ces deux partis: la première a lieu à Paris en Août et réunit P.C.F. et S.F.I.O. pour célébrer l'anniversaire de la mort de Jaurès (assassiné en août 1914).

Le P.C.F. poursuit ses initiatives en vue d'une alliance entre partis de gauche. C'est Thorez qui lance pour la première fois un appel à un «Front Populaire du travail, de la liberté et de la paix» dans un meeting parisien le 9 octobre 1934. A la suite de quoi il propose à la S.F.I.O. l'élaboration d'un programme commun de «Front Populaire». Dès le début donc, le projet de Front Populaire est celui d'une alliance entre partis. Dans cette alliance, le P.C.F. compte rallier le vieux parti radical dirigé par Edouard Herriot et considérablement compromis et affaibli par les années au pouvoir dans la IIIème République.

Pendant plusieurs mois, socialistes et radicaux hésitent à répondre aux offres du P.C.F.

Les choses sont relancées en juin 35 par les intellectuels proches du P.C.F. Le Comité International contre la Guerre, dénommé aussi Comité «Amsterdam-Pleyel», présidé par Romain Rolland et Henri Barbusse, et comprenant de nombreux intellectuels membres du P.C.F. ou proche de lui, lance l'idée d'une vaste manifestation populaire pour le 14 juillet 35 à Paris. Un comité spécial est créé pour l'organiser. La «fête populaire de la République» est un succès de masse, regroupant environ 500 000 personnes dans le quartier de la Bastille.

Il est intéressant de voir comment ceci sert de tremplin aux négociations entre partis. Le comité d'organisation du 14 Juillet se transforme en Comité National de Rassemblement Populaire, qui se fixe pour tâche de rédiger un programme électoral applicable après les élections législatives de 1936.

L'accord électoral entre S.F.I.O., parti radical et P.C.F. est possible. Depuis mai-juin 1935, les deux premiers partis ont fait part de leur décision: ils acceptent le principe.

En Janvier 1936, le programme du Rassemblement Populaire (qui regroupe, outre les 3 partis - parti radical, S.F.I.O., P.C.F. - une centaine d'organisations diverses) est publié.

Il comporte trois grands chapitres: * la défense des libertés *la défense de la paix * les questions économiques et sociales.

* LES LIBERTES: les principales mesures prévues sont: l'amnistie; la dissolution des ligues fascistes; la réforme du régime financier de la presse et du statut de la radio-diffusion; la défense du droit syndical; la défense de l'école laïque; sur les colonies: la mise sur pied d'une commission d'enquête parlementaire sur la «situation politique, économique et morale des territoires d'Outre-mer».

* LA PAIX. Sont prévues: la nationalisation des industries de guerre; s'ajoutent à cela quelques formules générales, comme «l'appel à la collaboration des masses laborieuses pour le maintien de l'organisation de la paix».

* REFORMES ECONOMIQUES ET SOCIALES: l'objectif d'ensemble est de restaurer le pouvoir d'achat des masses et de permettre un redémarrage de l'économie après la crise. Les propositions concrètes sont: la réduction de la durée du travail, sans réduction de salaire; la retraite pour les travailleurs âgés (jusque là il n'existait pas de régime général de retraite, mais seulement des caisses de retraites dans certaines branches professionnelles); l'institution d'un fond national de chômage; l'exécution d'un plan de grands travaux; l'abolition des décrets-loi du gouvernement Laval (décrets-lois décidés en 1935, qui fixaient la réduction de 10% de tous les paiements du Trésor, et amputaient de 10% les traitements des fonctionnaires).

C'est la S.F.I.O. qui est la plus favorable à l'extension des nationalisations d'entreprises. Le P.C.F., en revanche, est partisan d'un programme minimum permettant l'alliance la plus large, et ne souhaite pas que soit prévue la nationalisation des industries d'armement. Dans l'objectif de l'union la plus large, le P.C.F. appelle les catholiques et aussi... les Croix de Feu, à rejoindre le Rassemblement Populaire.

Le Front Populaire qui s'est donc constitué, est avant tout un cartel de partis, réunis sur un programme électoral minimum.

Aucune organisation unitaire de base n'est créée; le P.C.F. voulait des comités locaux d'action, élus: la S.F.I.O. et surtout le parti radical s'y opposant, les Comités de Front Populaire sont désignés par les partis et n'ont pas de réalité de masse.

L'anti-fascisme ne fera pas plus l'objet d'une politique de masse; est simplement inscrite dans le programme électoral la dissolution des ligues fascistes... L'unité anti-fasciste de 1934 est devenue l'alliance électorale des partis.

Le Front Populaire s'inscrit donc complètement dans la logique des alliances entre partis parlementaires. Là où il y a nouveauté, c'est dans le fait que le P.C.F. rompt l'isolement dans lequel il était jusqu'alors, et pratique une alliance large, qui va jusqu'au parti radical. Mais la ligne parlementaire n'est pas nouvelle pour lui. Le P.C.F. des années 1932 et suivantes n'a déjà presque plus rien à voir avec le projet qui présidait à sa fondation en 1920, le projet de faire exister en France un parti révolutionnaire de type léniniste. Tout en mettant en avant l'U.R.S.S. et le modèle soviétique, il a une politique parlementaire de masse de type opposition. Et il est intéressant de voir que, contre les fascistes, la ligne suivie en 1934-36 est la défense de la tradition républicaine, à laquelle s'ajoute un programme de réformes sociales.

Parallèlement à l'alliance électorale des trois partis de «gauche», est menée la réunification syndicale. Elle est réalisée à l'issue du congrès de Toulouse en mars 1936: la C.G.T. et la C.G.T.U. fusionnent sous le sigle de C.G.T. Cette réunification est suivie d'un mouvement d'adhésions: 250 000 nouveaux adhérents entre mars et mai 1936: donc un total de syndiqués supérieur à 1million, si on s'en tient aux chiffres publiés par les syndicats.

S.F.I.O., P.C.F., C.G.T., C.G.T.U.:

*la S.F.I.O.: Section française de l'Internationale Ouvrière; elle se constitue en 1905, par la fusion du P.S.D.F., parti socialiste de France (Guesde, Lafargue et les Blanquistes) et du P.S.F., parti socialiste français (Jaurès, Brousse, Allemane).

*le P.C.F.: au congrès de Tours, en décembre 1920, la S.F.I.O. scissionne sur le bilan de la guerre de 1914-1918 et sur la position par rapport à la révolution russe de 1917. La majorité du parti forme la S.F.I.C., Section Française de l'Internationale Communiste, qui adhère à la IIIème Internationale. La S.F.I.C. devient ensuite le P.C.F.

*en 1921, la C.G.T. scissionne également. Sous le sigle C.G.T. restent les syndicalistes proches de la S.F.I.O.; la C.G.T.U. (Unitaire) est dirigée par le P.C.F. En 1935, la C.G.T. déclare avoir 700 000 adhérents; la C.G.T.U. en déclare environ 200 à 250 000. En mars 1936 a lieu au congrès de Toulouse la réunification des deux syndicats sous le sigle C.G.T.

B) La victoire des partis du Front Populaire aux élections législatives de 1936.

Les élections législatives: le vote se fait en deux tours, le 26 Avril et le 3 mai 1936. Le mot d'ordre du P.C.F. pour ces élections est: «Tout pour le Front Populaire, tout par le Front Populaire !».

Le cartel électoral du Front Populaire sort victorieux des deux tours de scrutin: il obtient la majorité des sièges au Parlement. La S.F.I.O. est le parti qui a le plus de députés; le P.C.F. augmente considérablement le nombre de ses sièges.

	Le Parlement 1932	Le Parlement 1936
- P.C.F. *	11	72
- S.F.I.O. *	131	147
- dissidents socialistes *	37	51
- radicaux *	157	106
- indépendants *	–	2
* députés faisant partie du Front Populaire en 1936 (378 députés)		
- indépendants	–	6
- «modérés» (centre-droit)	120	76
- droite	138	138
		(soit 210 députés)

Entre les deux tours de vote, le 1er Mai a été un jour de mobilisation de masse: la C.G.T réunifiée a appelé à la grève (le 1er Mai n'est pas alors un jour férié). La grève est très suivie; ainsi 120 000 métallos de la région parisienne sont grévistes, dont 25 000 à Renault-Billancourt, qui, pour la première fois depuis 20 ans, a dû fermer pour cause de grève. La manifestation unitaire regroupe de très nombreux participants.

Après les résultats des élections, de nouvelles manifestations ont lieu pour fêter la victoire de partis du Front Populaire.

Léon Blum, dirigeant de la S.F.I.O., se prépare à former un nouveau gouvernement (pendant la IIIème République, le gouvernement est formé par un accord entre les partis qui ont la majorité au Parlement).

C'est dans cette conjoncture du début du mois de mai 1936 qu'ont lieu les premières grèves.

Les grèves : Mai-Août 36

I) CHRONOLOGIE PERIODISEE DES GREVES:

-1) LES PREMIERES GREVES: JUSQU'AU 15 MAI.

Il s'agit de grèves courtes, qui ont tout d'abord lieu hors de Paris.

- le 4 Mai, grève à l'usine Berliet de Vaulx en Velin (près de Lyon).
- le 11, grève à l'usine d'aviation Bréguet au Havre. Les ouvriers cessent le travail contre le licenciement de deux syndicalistes qui avaient fait grève le 1er Mai. Le syndicat des métaux donne l'ordre de grève le 11. Le soir même, l'usine est occupée par 600 ouvriers (c'est la première occupation). Le maire intervient et obtient la réintégration des deux ouvriers et le paiement des jours de grève . Les ouvriers reprennent le travail le 13, après avoir obtenu satisfaction.
- à l'usine Latécoère de Toulouse, les faits sont à peu près identiques (après le licenciement de trois ouvriers pour fait de grève le 1er Mai).

On peut noter que ces premières grèves sont des mouvements de riposte contre des sanctions; elles ont aussi en commun l'intervention des autorités municipales (les mairies de ces villes sont du Front Populaire). La victoire est rapidement obtenue. Enfin, intervient un nouveau mode de lutte pratiqué par les ouvriers: l'occupation, avec un soutien populaire important.

- le 14 Mai, première grève dans la région parisienne. Les ouvriers de l'usine Bloch de Courbevoie arrêtent le travail pour obliger le patron à accepter les revendications (augmentation des salaires et aménagement des horaires). La direction refuse de discuter.

Ces grèves sont dirigées par le syndicat, mais elles éclatent localement et de façon spontanée. La presse n'en parle pas; ainsi l'Humanité ne fait mention de la grève de Bréguet que le 20 Mai. Le P.C.F. ne veut pas sortir de la logique parlementaire gouvernementale du Front Populaire. Il n' encourage pas le mouvement gréviste; il presse seulement le gouvernement et le parlement d'agir, semblant même craindre, dans sa déclaration du 25 Mai, une impatience populaire: « Rien n'ayant été fait depuis trois semaines, il est nécessaire de prendre de toute urgence, sans le moindre délai, les mesures préconisées par le programme commun».

-2) LES GREVES DE LA DEUXIEME QUINZAINE DE MAI.

Le mouvement touche à partir de cette date les usines de la métallurgie parisienne.

- 26 Mai, le syndicat de Nieuport, à Issy les Moulineaux, lance la grève à cause du refus de la direction de discuter le cahier de revendications (garantie du salaire minimum journalier, reconnaissance des délégués des ouvriers, semaine de 40 heures, suppression des heures supplémentaires). L' usine est occupée. La mairie P.C.F. se déclare solidaire des grévistes. Le soutien du peuple des villes est important.
- Lavalette à Saint-Ouen: grève qui démarre contre les baisses de salaire, puis les revendications sont élargies.
- Hotchkiss à Levallois: contre des licenciements, grève et occupation. Les négociations sont menées dans la journée, et les ouvriers gagnent sur les points suivants: réintégration des ouvriers licenciés, reconnaissance des délégués ouvriers, garantie du salaire horaire minimal, examen de la question des congés payés, paiement des heures de grève, aucune sanction contre les grévistes. Cet accord est important, car il a servi de modèle pour la préparation des accords Matignon (accords nationaux signés en Juin par le patronat et les syndicats) et de la convention de la métallurgie.

D'autres grèves éclatent ça et là dans la région parisienne, dans la métallurgie et aussi dans d'autres secteurs.

- le 28 Mai et les jours suivants, le mouvement s'étend encore plus, avec l'entrée en grève des 25 000 ouvriers de Renault-Billancourt. Suivent plusieurs usines de la métallurgie de la région parisienne: Fiat, Citroën, Chausson, etc... Les revendications sont à peu près identiques partout (augmentation de salaire, réduction du temps de travail, reconnaissance des délégués ouvriers sont les principales).

Face à ces grèves, le gouvernement Sarraut (un des dirigeant du Parti Radical), qui est encore celui d'avant les élections, hésite à réprimer. Des négociations sont menées par le ministère du Travail avec le syndicat des Métaux et le patronat. Le P.C.F. est tout à fait favorable à la tenue de ces négociations pour «éviter tout désordre»... «obtenir que des pourparlers s'engagent le plus tôt possible en vue d'un réglement rapide du conflit».

Le 29, un accord est signé pour Renault; le 30, pour l'usine Gnome et Rhône (région parisienne). A Renault, l'occupation prend fin et le 30, c'est la reprise du travail.

Il y a donc une certaine pause pendant deux à trois jours; mais les grèves ne cessent pas: 15 usines sont occupées le 1er Juin, et 150 au soir du jour suivant...

-3) LA GRANDE VAGUE DE GREVES: DU 2 AU 15 JUIN.

Les grèves débordent le secteur de la métallurgie et touchent la chimie, l'alimentation, le textile, les industries pétrolières, les industries graphiques, les transports. Dans certaines usines, la grève reprend après une brève interruption pendant les derniers jours de Mai; dans d'autres c'est le début de la grève. Le mouvement a lieu dans toutes sortes d'usines et d'

entreprises, y compris de très petites où travaillent moins de 10 ouvriers. Presque partout les grévistes occupent et souvent ils séquestrent la direction.

Il ne s'agit plus seulement de la région parisienne; l'ensemble des régions industrielles se mettent en grève.

La C.G.T. appelle au calme; elle n'est pas favorable à une grève générale alors que le gouvernement de Front Populaire va entrer en fonctions. Sont donc répétées des consignes de calme et de discipline «contre les exagérations, les enchères démagogiques». Le syndicat recommande de laisser les patrons libres de circuler dans les usines.

La constitution du premier cabinet Blum, le 4 Juin, ne modifie en rien l'extension du mouvement. Le gouvernement de Front Populaire, issu des élections, comprend des ministres socialistes et radicaux et reçoit le soutien du P.C.F. Dans son allocution à la radio du 5 Juin, Blum, chef du gouvernement, en appelle à la confiance des grévistes et assure que le nouveau gouvernement satisfera les revendications.

Blum et son nouveau gouvernement travaillent activement pour un règlement négocié des grèves (une directive dans ce sens est envoyée au préfets). Mais pas plus que la C.G.T., il ne parvient à obtenir la reprise du travail. Il est débordé et impuissant, tout comme les partis du Front Populaire.

La généralisation des grèves se poursuit, à Paris et dans de nombreuses villes du pays. Les grévistes ne sont plus seulement des ouvriers d'usines, mais aussi du gaz, du bâtiment, et des employés de restaurants, d'hôtels, etc... De plus un certain nombre d'ouvriers agricoles se mettent également en grève.

La grève est massive chez les employés: ceux des salles de spectacle, du commerce et même chez les mannequins de haute-couture. Les grands magasions sont fermés. Ainsi la grève à la Samaritaine est décidée le 5 Juin; l'occupation commence sur le champ, et se poursuit jusqu'au 24 Juin. La révolte contre les conditions de travail dans ce grand magasin est très forte; le travail y est réellement pénible. Les employés sont au nombre de 10 000 parmi lesquels une majorité de femmes. Trois retards successifs dans le mois, même d'une minute, entraînent le renvoi; un arrêt de travail, même pour maladie, fait sauter la prime de participation aux bénéfices; les heures supplémentaires sont nombreuses; chaque employé doit dans l'année quatre dimanches de travail gratuit; il est interdit aux vendeuses de s'asseoir, y compris si elles sont enceintes; interdites également les conversations entre employés dans le magasin; le port de l'uniforme est obligatoire. Le seul avantage est un salaire plus élevé que le salaire moyen dans les emplois commerciaux.

Tous les partis du Front Populaire sont, comme la C.G.T. et le gouvernement, favorables à de rapides négociations. Le 6 Juin un article de l'Humanité déclare: «la situation présente, dûe à l'égoïsme et à l'obstination patronale, ne saurait se prolonger sans péril pour la sécurité du peuple de France».

Des négociations sont engagées entre C.G.T. et Confédération Générale de la Production Française (c'est-à-dire les représentants du patronat),

sous l'arbitrage du gouvernement. Les négociations sont rapides, elles aboutissent à la signature des accords Matignon le 7 Juin. Ceux-ci prévoient:

- la reconnaissance des contrats collectifs, qui doivent être établis ultérieurement.
- la liberté d'adhésion aux syndicats.
- une hausse des salaires de 7 à 15%.
- l'institution des délégués ouvriers.
- aucune sanction pour fait de grève.
- la reprise du travail: elle doit être demandée aux travailleurs par les syndicats dès que les pourparlers relatifs à l'application de l'accord seront ouverts dans chaque entreprise. Le patronat voulait un engagement à la reprise dès le 8 Juin, mais les syndicats n'ont pas osé s'engager sur ce point.

Le 8 Juin, tous les journaux de gauche publient le texte de ces accords et titrent «victoire». Or, cet accord national n'arrête en aucune manière le mouvement de grève. Les grèves non seulement continuent, mais même s'étendent.

Ainsi dans la région du Nord, la grève est générale, dans les mines de charbon, les usines textiles, la métallurgie et l'ensemble des autres entreprises. Dans certains endroits, les ouvriers sortent des armes. Les mineurs restent en grève malgré l'accord signé le 9 Juin par la C.G.T. et la direction des mines. Dans les usines textiles, les femmes occupent et montent la garde elles-mêmes.

Le 11 Juin, le nombre des grévistes en France atteint le chiffre de 2 millions: les seuls secteurs épargnés sont la fonction publique, la banque et la Bourse. La grève prend même de l'ampleur chez les ouvriers agricoles, parmi lesquels les étrangers sont nombreux. En Algérie, les ouvriers agricoles se sont également mis en grève: ouvriers français et surtout algériens. Là, la lutte a été immédiatement réprimée: la police et l'armée tirent pour forcer les ouvriers algériens à reprendre le travail.

Après les accords Matignon et face à la poursuite de la grève, le gouvernement Blum continue ses efforts en vue d'obtenir la reprise du travail. D'où le vote rapide de plusieurs lois correspondant aux réformes sociales promises dans le programme du Front Populaire.

Le 9 et le 12 Juin, les premières «lois sociales» sont votées par le Parlement. L'urgence paraît telle que le protocole parlementaire est bousculé. Quelles sont ces lois, célébrées depuis comme les «grandes conquêtes ouvrières du Front Populaire» ?

Une loi décide les premiers congés payés (deux semaines par an); une loi supprime un décret-loi du gouvernement antérieur concernant les prélèvements sur les salaires des fonctionnaires; une loi institue les conventions collectives; une loi décide la semaine de travail de 40 heures.

Après ces votes, la C.G.T. renouvelle ses appels au calme et à la discipline. Le gouvernement, de son côté, envisage le recours à la force pour mettre fin aux grèves: des soldats et des gardes mobiles sont installés dans la région du Nord, autour de Paris et dans le Bassin Parisien (là, c'est con-

tre les ouvriers agricoles grévistes). Le journal trotskyste «Lutte Ouvrière», qui appelle à la poursuite de la grève, est saisi. Des arrêtés d'expulsion sont pris contre des travailleurs étrangers (467 entre le 4 Juin et le 7 Juillet); une circulaire est envoyée aux préfets dans ce sens le 4 Juillet: «La France entend rester fidèle à sa tradition de terre d'asile. Il ne serait pas cependant admissible que des étrangers (...) puissent sur notre territoire prendre part de manière active aux discussions de politique intérieure et provoquer des troubles et des désordres» (circulaire de Salengro, ministre de l'Intérieur S.F.I.O. du gouvernement Blum).

Les partis du Front Populaire sont globalement d'accord avec cette politique du gouvernement. Le 12 Juin, Thorez fait cette déclaration restée célèbre: «Il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue; il faut même savoir consentir un compromis si toutes les revendications n'ont pas été acceptées mais que l'on a obtenu la victoire sur les plus essentielles des revendications».

-4) APRES LA MI-JUIN.

A partir de ce moment, la reprise du travail s'amorce.

Des conventions collectives commencent à être signées dans les différentes branches d'entreprises. De fait, les accords Matignon atteignent leur but: mettre fin aux grèves. Les ouvriers et les employés recommencent peu à peu à travailler; ainsi les ouvriers de Renault-Billancourt reprennent le 13 au soir et rentrent dans les ateliers en manifestation, musique en tête. Dans l'ensemble, l'ambiance est assez enthousiaste. La reprise est assez lente, parfois difficile; jusqu'au 20 Juin, des ouvriers commencent la grève dans leur usine.

Pendant ces journées de nouvelles actions sont menées par des chômeurs: à Lyon, à La Rochelle, à Lambres (dans le Nord) etc... Ainsi à Lambres les chômeurs manifestent pour la suppression du pointage et pour l'établissement d'une allocation chômage minimum.

Ce qui marque cette période, c'est que malgré la reprise et une certaine ambiance de victoire, la situation est tendue, plus tendue qu'elle ne l'a été à aucun moment précédent. Ainsi la manifestation qui devait avoir lieu à Paris pour célébrer la victoire du Front Populaire est annulée «en raison de la tension sociale» (elle a lieu en revanche dans différentes grandes villes). Tous les leaders du Front Populaire continuent leurs appels au calme. De plus, dans plusieurs villes se déroule la «bataille des drapeaux»: les partis de droite appellent les habitants à arborer aux fenêtres le drapeau tricolore contre le drapeau rouge. Cela donne lieu à divers affrontements . Les fascistes réapparaissent, contre les grévistes: ils se battent avec des ouvriers à la gare Saint-Lazare à Paris; également à Lyon, Marseille, Toulouse, Bordeaux et Toulon.

Le 14 Juillet est marqué par de grandes manifestations; à Paris les manifestants sont environ un million. On chante la Marseillaise, la Carmagnole, la Jeune Garde et l'Internationale. Beaucoup de gens portent le bonnet phrygien (le bonnet tricolore de 1789). L'ambiance est très républicaine.

Les grèves prennent progressivement fin au cours du mois de Juillet 1936. Les dernières reprises du travail ont lieu en Août, pour les départs des congés payés. En Septembre, en différents endroits, quelques grèves se produisent à nouveau, mais sans que pour autant le mouvement connaisse un nouveau développement de masse.

Les congés payés d'Août marquent donc bien la fin des grèves.

II) UNE NOUVELLE FORME DE LUTTE, LES OCCUPATIONS :

Dans des centaines d' usines, de magasins, d'entreprises diverses, les ouvriers et les employés qui se sont mis en grève ont décidé et pratiqué l'occupation. Cette forme de lutte est une nouveauté en France en 1936. En fait, depuis la révolution russe de 1917, seuls les ouvriers italiens en 1919-1920 avaient pratiqué de manière massive les occupations.

— Les occupations marquent la volonté des grévistes de tenir contre les patrons, de gagner sur le terrain de l'entreprise. Elles expriment la réelle révolte, accumulée chez les ouvriers, les employés, les ouvriers agricoles, contre les dures conditions de travail (horaires, cadences en particulier) et contre les bas salaires.

La durée des grèves et des occupations (souvent un mois, parfois plus) témoigne également de l'ampleur de cette révolte.

— Les occupations (et les séquestrations, pratiquées surtout au début, en Mai) ont vivement inquiété les patrons, voyant ainsi bafoué le sacro-saint respect bourgeois de la propriété privée. Le Sénat s'est fait l'écho de cette inquiétude: le 7 Juillet 1936, toute la séance a été consacrée à la discussion sur les occupations.

— Quelle a été la réaction des dirigeants du Front Populaire face aux occupations ? Le gouvernement Blum, soucieux de rester le garant de la légalité bourgeoise, a évidemment critiqué les occupations comme illégales. Interpellé à ce sujet au Sénat le 7 Juillet 1936, Salengro, ministre de l'Intérieur, assure les sénateurs que «si demain des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers, d'usines, de fermes, étaient tentées, le gouvernement, par tous les moyens appropriés, saurait y mettre fin». En fait, il n' a jamais eu recours à la répression pour faire évacuer les entreprises; il en a seulement laisser planer la menace, tout en incitant les syndicats et les partis du Front Populaire à intervenir pour faire »respecter l'ordre public«. Blum lui-même considérait que les occupations étaient «un moindre mal».

Plus tard, lors du procès de Riom en 1940-41 où Blum fut jugé et condamné par les autorités de Vichy, il développe son point de vue: «il faut noter qu'au point de vue de l'ordre public cette forme de grèves a d' incontestables avantages. Les ouvriers occupent l'usine, mais il est vrai que l'usine occupait les ouvriers. Les ouvriers étaient là et pas ailleurs. Ils n' étaient pas dans la rue. Au moment où ils étaient tous groupés dans l'usine, ils ne formaient pas ces cortèges avec des chants, des drapeaux rouges, qui viennent se heurter aux barrages de police...».

Ni la S.F.I.O., ni le P.C.F., ni la C.G.T. (ni évidemment le Parti Radical) n'ont été favorables aux occupations, et encore moins aux séquestrations. Ils en ont pris acte. En Mai, la C.G.T. est intervenue dans les usines pour faire cesser les séquestrations. Elle n'a pu empêcher les ouvriers d'occuper, et a donc pris en main l'organisation et le contrôle des occupations. En Juillet, à la demande du ministre de l'Intérieur, la C.G.T. recommande aux ouvriers de ne plus occuper les usines. Et la «délégation des gauches» (qui regroupe l'ensemble des partis du Front Populaire) lance le 10 Juillet un appel dans le même sens.

Après la signature des accords Matignon et le vote des lois de réforme, l'ensemble des dirigeants du Front Popu laire ont eu comme politique d'obtenir la fin des grèves et des occupations.

III) L'AMPLEUR DE MASSE DES GREVES:

Les grévistes ont été très nombreux en 1936. Au début de Juin, leur total est d'environ 2 millions (il y a 40 millions d'habitants en France à l'époque). Même de très petites entreprises, employant moins de 20 personnes sont en grève. Pour beaucoup d'ouvriers et d'ouvrières, 1936 est la première grève de leur vie.

L'ampleur de la lutte ne tient pas seulement au nombre des grévistes, mais aussi au fait que tous les secteurs de l'industrie sont touchés.

Enfin, 1936 n'est pas seulement une grève d'ouvriers, au sens où des milliers de grévistes ne sont pas des ouvriers d'usine, mais des employés de commerce et de divers secteurs, et aussi des ouvriers agricoles. 1936 est donc la première grève générale de cette ampleur en France (En 1920, de dures grèves ont eu lieu, en particulier des cheminots, mais la tentative de grève générale a échoué. La contre-offensive de la bourgeoisie et la répression ont été très brutales).

La présence de nombreuses femmes parmi les grévistes montre également le caractère général de la grève de 1936. Elle manifeste les transformations survenues dans la composition de la classe ouvrière depuis la guerre de 1914-1918. En effet, le nombre des femmes travaillant dans les usines a considérablement augmenté à ce moment-là.

IV) AUTONOMIE RELATIVE DES GRÉVISTES PAR RAPPORT AU FRONT POPULAIRE GOUVERNEMENTAL ET PARLEMENTAIRE :

* Le début et l'extension des grèves a été spontané. En aucun cas, il n'y a eu de directive syndicale pour une grève générale. Les grèves ont commencé à partir d'appels lancés par les responsables syndicaux locaux (les délégués d'usine le plus souvent), mais la C.G.T. n'a pas pris l'initiative de leur extension. Face au nombre de plus en plus grand des grévistes, la C.G.T. s'est efforcée de diriger et de contrôler le mouvement, et elle y

est parvenue. Par ailleurs, aucun des partis du Front Populaire n'est à l'origine des grèves et de leur extension.

* La chronologie montre qu'il y eut une certaine autonomie des grévistes face aux Front Populaire gouvernemental et parlementaire, au sens où une fois qu'ils ont décidé la grève, les ouvriers et les employés l'ont tenue malgré les diverses tentatives pour leur faire reprendre le travail au plus vite. L'appel de Blum le 4 Juin, les premiers accords entre patrons et syndicats, et même les accords Matignon n'ont pas empêché le développement du mouvement gréviste.

Ceci exprime la volonté des grévistes d'agir eux-mêmes. Ces grèves sont l'entrée en scène des masses, après la victoire des partis du Front Populaire aux élections législatives, conjoncture qu'elles ont jugée favorable pour agir dans les entreprises.

Sous quelle forme entrent-elles en scène ? Cela se fait dans le cadre de la grève syndicale.

C'est là que nous voyons les limites de cette autonomie. En fait, il s'agit d'une séparation des tâches: les ouvriers et les employés se mobilisent, par la grève générale syndicale, pour gagner sur les revendications sociales. Mais là se borne leur action. Sur le fond, pendant toute la période des grèves, les masses sont dans un rapport de soutien au gouvernement et à l'assemblée du Front Populaire auxquels est laissée la responsabilité de la politique. La grève générale est dans la logique de la pression, et de la séparation entre lutte syndicale et politique qui demeure l'affaire des partis et de l'Etat.

1936 n' est pas la constitution d'une politique indépendante qui s' empare des questions centrales de la conjoncture. Et la grande révolte contre l'usine capitaliste n'a pas généré une capacité politique ouvrière et populaire autonome. Cette révolte n'a pas été une école de la politique. Le simple niveau des revendications n'a pas été dépassé; de l'occupation des usines, les ouvriers n'ont pas appris sur la politique et donc sur le fait qu' il fallait qu'ils définissent leur position non seulement sur l'usine mais aussi sur le fascisme et sur la guerre.

V) LES « CONQUETES » DE 1936.

Les grèves de 1936 ont abouti à un certain nombre de mesures de réformes sociales.

Au départ, c'est à dire dans les toutes premières grèves du mois de Mai, les revendications sont limitées: il s'agit en fait de faire annuler des licenciements pris en sanction contre des ouvriers à la suite du 1er Mai. La prise en main par le syndicat de la direction des grèves correspond à une certaine modification dans les revendications mises en avant: ce sont, à partir de la fin du mois de Mai, les cahiers de revendications syndicaux. Les revendications portent le plus souvent sur les points suivants: augmentation des salaires, suppression des heures supplémentaires et réduction des horaires de travail, congés payés annuels, et reconnaissance des délégués

syndicaux. Elles sont assez proches des points mis en avant dans le chapitre «social» du programme de Front Populaire.

Quelles sont les mesures obtenues à l'issue des grèves, mesures qualifiées par la tradition syndicale française de «conquêtes ouvrières» ? Elles sont contenues dans les accords Matignon et dans les lois votées en Juin 1936, lois qui précisent et complètent le contenu des accords Matignon.

* Les mesures sur le salaire et le temps de travail:

- les salaires sont augmentés de 7 à 15% (15% pour les salaires les plus bas).
- l'horaire de 40 heures par semaine est institué.
- pour la première fois, les travailleurs salariés ont droit à deux semaines de congés payés par an.

* A côté de ces mesures concernant directement les conditions de travail des ouvriers et des employés, qui ont été ainsi améliorées pour une brève période, figurent une série d'autres réformes touchant le pouvoir du syndicat. 1936 est une étape très importante en France dans l'institutionnalisation des syndicats: leurs pouvoirs sont accrus, dans les entreprises mêmes, et au niveau national par la reconnaissance des délégués ouvriers et l'extension du système des conventions collectives.

VI) LE ROLE D'ARBITRAGE DE L'ETAT.

Dès le début des grèves, la politique du Front Populaire fut de renforcer le rôle d'arbitre de l'Etat.

En Mai 1936 , avant la formation du gouvernement Blum, les autorités municipales des partis du Front Populaire sont intervenues dans les premières grèves pour soutenir les grévistes. Ensuite le gouvernement lui-même a joué le rôle d'arbitre, dans le but de mettre fin au mouvement sans avoir recours à la répression. Les négociations C.G.T/direction du patronat se sont déroulées à l'Hotel Matignon, c'est-à-dire dans les locaux de la présidence du Conseil (le président du Conseil correspondait au Premier Ministre actuel). Puis le gouvernement a fait voter les lois sociales.

La politique du Front Populaire est allée clairement dans le sens d'un accroissement du rôle d'arbitre de l'Etat dans les grèves: la loi du 31 Décembre 1936 porte précisément sur la question de l'arbitrage des grèves et du renforcement de l'autorité gouvernementale en la matière. Le Front Populaire développe une certaine idéologie de l'Etat: l'Etat est présenté comme l'arbitre dans la lutte des classes, capable d'imposer aux patrons les revendications des ouvriers. L'Etat, avec un personnel politique du Front Populaire à sa tête et avec un rôle accru des syndicats, a donc comme tâche d'intervenir dans la contradiction ouvrier-patron et d'assurer la paix sociale. Pendant le Front Populaire, c'est au nom de cela qu'il est demandé aux masses de soutenir l'Etat.

Une nouvelle forme de lutte: l'occupation des usines par les ouvriers (Citroën).

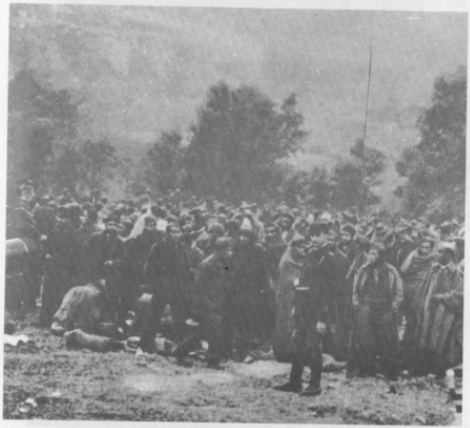
Pendant toute la durée des grèves, une atmosphère de fête masquant parfois la réalité de la conjoncture.

La grande révolte contre l'usine capitaliste n'a pas généré une capacité politique ouvrière et populaire autonome: l'électoralisme et le parlementarisme sont la toile de fond.

Une mouvement d'une ampleur incontestable.

La résistance anti-fasciste espagnole: une lutte déterminée et prémonitoire.

La politique du Front Populaire français: l'abandon des combattants anti-fascistes et les tracasseries administratives vis-à-vis des réfugiés.



Epilogue de la période 1934-1939.

VII) LES « SILENCES » DE MAI-JUIN 1936.

Le mouvement gréviste de 1936 porte exclusivement sur la question du social. Faire bilan de 1936, c'est rendre compte de ce qui y a été dit et fait, mais c'est aussi évaluer les «silences» du Front Populaire. Or, ceux-ci sont significatifs.

Silence sur la question coloniale: quand la répression frappe les grévistes algériens en Algérie (alors département français), aucune riposte n' est engagée en France. La question des colonies est laissée à l'Etat, qui reste entièrement dans la tradition colonialiste.

Silence également sur la question des ouvriers immigrés, déjà nombreux en France à cette époque. Ils sont les seules victimes de la répression dans le territoire métropolitain. Beaucoup sont expulsés, dans l'indifférence générale. Ils avaient d'ailleurs été en 1934-35 une des cibles des groupes fascistes, qui les attaquaient au nom de la défense des ouvriers français dans la situation de chômage.

VIII) LUTTE « DURE » ET « FETE ».

La coexistence d'un aspect «lutte dure», marqué par les occupations et les séquestrations, et d'une ambiance de «fête». Les moments de tension existent, par exemple lors des bagarres de Juin contre les fascistes. Mais dans l'ensemble, l'atmosphère de fête s'installe. Ainsi on peut voir sur des photos une manifestation de grévistes costumés, portant les pancartes suivantes: «Vive la bonne humeur des grévistes André», «Vive l'ardeur des grévistes Gaut» etc... Dans les usines, orchestres et chorales viennent se produir e; des troupes théâtrales donnent des spectacles gratuits. Dans les quartiers, surtout le jour du 14 Juillet, c'est le bal «popu» et ses accordéons. Le tout, en particulier lors des manifestations et rassemblements de rue, dans une idéologie très républicaine.

Le Front Populaire et la guerre d'Espagne

Quel rapport le mouvement de 1936 a à la guerre d'Espagne ? Question centrale de l'époque, qui préfigure tragiquement la guerre mondiale.

Le «Frente Popular» espagnol est contemporain du Front Populaire en France. La guerre civile éclate en Espagne en Juillet 1936: ce qui se passe dans ce pays devient dès lors la question centrale en Europe, car y sont concentrées les deux questions du fascisme et de la guerre. En France, tous ceux qui se sont mobilisés dans le cadre du Front Populaire et des grèves sont effectivement interpellés par la guerre civile espagnole, qui se déroule à la frontière même des Pyrénnées.

LA SITUATION EN ESPAGNE EN JUILLET 1936.

Pour la comprendre, quelques dates sont utiles.

- Avril 1931, le roi d'Espagne Alphonse XIII renonce à son trône; la république est proclamée.

- Octobre 1934. Insurrection des mineurs des Asturies. Contre eux, le gouvernement de Madrid fait appel à deux généraux, Goded et Franco. Franco, à la tête de la légion étrangère, dirige la répression, qui est effroyable: plus de 1500 tués et 30 000 personnes emprisonnées.

- Février 1936: victoire des partis du Frente Popular aux élections législatives. Le nouveau gouvernement est dirigé par des républicains centre-droite. L'action des groupes d'extrême-droite est importante dans le pays; parmi eux figure notamment la Phalange de Primo de Rivera. Les fascistes multiplient les assassinats politiques. Après les élections législatives, les masses ouvrent les portes des prisons et libèrent les prisonniers politiques, et une partie des prisonniers de droit commun. Dans les campagnes, les paysans pauvres occupent les grandes propriétés; le gouvernement est impuissant contre ce mouvement. L'État est divisé; l'armée, où les royalistes et les fascistes sont très nombreux, est complètement hostile au gouvernement.

C'est l'armée qui déclenche la guerre civile: le 17 Juillet 1936, les garnisons de l'armée espagnole du Maroc se soulèvent contre le gouvernement républicain. Les chefs de cette insurrection fasciste sont quatre généraux: José Sanjurjo, Emilio Mola, Quiepo de Llano et Francisco Franco. L'insurrection s'étend en Espagne même: cinquante garnisons se soulèvent le 18 Juillet. Les fascistes prennent plusieurs grandes villes et contrôlent une partie du territoire espagnol.

Le 20 Juillet, trois jours donc après le soulèvement armé fasciste, le gouvernement de la république espagnole décide d'armer le peuple pour résister.

La guerre civile va durer presque trois ans, jusqu'en Avril 1939, date de l'écrasement final des forces combattantes républicaines.

Les généraux rebelles comptaient prendre le pouvoir rapidement. En réalité, ils se heurtent à une résistance populaire massive et très farouche. Dans le camp anti-fasciste, diverses forces politiques sont engagées: les républicains centristes, les communistes et les anarchistes.

A SUIVRE L'HISTOIRE DE LA GUERRE D'ESPAGNE, ON EST FRAPPÉ PAR PLUSIEURS POINTS.

* La gravité de la question de l'armement pour le camp anti-fasciste espagnol. L'armée est presque entièrement dans le camp fasciste, et ceux-ci ont donc la main sur l'armement. Durant toute la guerre, les anti-fascistes ont constamment manqué d'armes.

* Compte tenu des conditions extrêmement difficiles dans lesquelles ils combattaient, les anti-fascistes espagnols ont fait la preuve, tout au long des 33 mois de cette guerre, d'une capacité réelle à résister tactiquement et même à remporter des batailles. Mais il est net que, à chaque fois, les victoires militaires remportées n'ont pu être consolidées, en grande partie à cause de la pénurie d'armements.

Quelques exemples éclairent ceci:

- en Novembre 1936: la progression des troupes fascistes est stoppée devant Madrid. Le peuple de Madrid, avec l'appui des premières Brigades Internationales (voir plus loin) défend la ville, abandonnée par le gouvernement. C'est la première «bataille de Madrid». En Décembre, les fascistes lèvent le siège de la ville. Ils ont perdu cette première bataille.

- En Mars 1937. Une nouvelle offensive fasciste est menée contre Madrid: elle se solde par un nouvel échec. Le même mois, les combattants républicains remportent une grande victoire à Guadalajara, à un contre cinq.

- En Décembre 1937: les républicains reprennent la ville de Teruel, jusque là tenue par les fascistes. Cette victoire militaire n'est pas complètement exploitée, par suite entre autres du manque de munitions. Teruel est reprise par les fascistes un mois plus tard.

Il est donc certain qu'en dehors des causes internes au camp anti-fasciste espagnol, sa défaite finale en 1939 est largement due à la grave pénurie d'armements dont il a souffert en permanence, et à son isolement international.

POUR LES COMBATTANTS ANTI-FASCISTES ESPAGNOLS, LA QUESTION DU SOUTIEN EXTÉRIEUR, EN PARTICULIER EN LIVRAISONS D'ARMES, A ÉTÉ DÉCISIVE. QUELLE A ÉTÉ LA-DESSUS EN FRANCE LA POLITIQUE DU FRONT POPULAIRE ?

En France, le gouvernement du Front Populaire est directement sollicité par le gouvernement républicain espagnol attaqué par les rebelles fascistes. Le 19 Juillet, Blum reçoit un télégramme pressant de Giral, premier ministre espagnol: «Sommes surpris par coup militaire dangereux. Vous demandons de nous aider immédiatement par armes et avions. Fraternellement votre».

Ce ne sont pas des troupes qui sont demandées au gouvernement français mais la fourniture d'une aide en armes et en matériel de guerre.

La politique adoptée par le Front Populaire français est celle de la «non-intervention». De quoi s'agit-il ? Au nom de la «défense de la paix» et pour éviter que l'internationalisation du conflit n'entraîne la guerre contre l'Allemagne et l'Italie, le gouvernement Blum refuse l'aide matérielle à la République espagnole. Le camp anti-fasciste espagnol est donc, de fait, abandonné par le Front Populaire franç.. Voici ce que déclare devant les députés français Yvon Delbos, membre du gouvernement Blum, le 31 Juillet 1936 (soit plusieurs jours après l'arrivée publique en Espagne du corps expéditionnaire italien): «nous aurions pu livrer des armes au gouvernement espagnol, gouvernement légitime de droit et de fait. Nous ne l'avons pas fait, d'abord par doctrine et par humanité, et pour ne pas donner prétexte à ceux qui seraient tentés d'en fournir aux rebelles».

La politique de la «non-intervention» est mise sur pied en Juillet et en Août 1936.

. 19 Juillet, appel du premier ministre espagnol à Blum.

. 25 Juillet, communiqué du gouvernement français: toute exportation de matériel de guerre destiné à l'Espagne est interdite; le gouvernement a la faculté d'autoriser éventuellement la fourniture d'avions civils par l'industrie privée.

. 26 Juillet, le gouvernement espagnol verse une somme de 140 000 livres-sterling or à la France en garantie de paiements d'éventuels achats d'armes et de matériel.

. 1er Août, le gouvernement français «ayant pris connaissance de certaines fournitures étrangères faites aux rebelles», lance un appel à l'Allemagne, à l'Italie, au Portugal, à la Grande-Bretagne et à l'U.R.S.S. pour adopter des normes communes de «non-intervention» dans la guerre civile espagnole. Ceci alors que des troupes italiennes et allemandes combattent déjà en Espagne...

. 5 et 6 Août, les gouvernements français et britannique rédigent une plate-forme fixant les règles de la «non-intervention». Ce texte est soumis aux quatre autres pays. Hitler et Mussolini répondent cyniquement par un «avis favorable».

INTERNATIONALISATION DE LA GUERRE.

Dès le début, c'est-à-dire dès Juillet 1936, la guerre d'Espagne s'est internationalisée à la suite de l'intervention militaire de l'Allemagne et de l'Italie.

L'intervention militaire allemande et italienne en Espagne a été immédiate, massive et décisive.

Le 19 Juillet 1936, 48 heures après le soulèvement armé des quatre généraux rebelles, Hitler et Mussolini leur apportent officiellement leur soutien. Mussolini écrira plus tard: «pouvions-nous, sans nous renier nous-mêmes, ne pas voler au secours d'un mouvement d'insurrection qui avait trouvé en Antonio de Rivera à la fois un créateur, un ascète et un martyr ? Non ! Ainsi partit le première escadrille le 27 Juillet 1936; le même jour nous avions nos premiers morts au champ d'honneur».

Les deux États fascistes, allemand et italien, interviennent donc dans la guerre vicile espagnole, en envoyant troupes et armements, d'abord pour assurer la victoire des fascistes espagnols, ensuite parce que cette guerre offre à leurs armées un excellent terrain d'exercice. En ce sens, la guerre d' Espagne est le début de la deuxième guerre mondiale. Le gouvernement fasciste portugais pratique la même politique: il envoie en Espagne 200 000 volontaires.

L'intervention italienne: au total 120 000 soldats italiens ont combattu aux côtés des fascistes espagnols; durant l'été 1937, ils étaient 50 000 (chiffre maximum) sur le territoire. Officiellement, l'armée italienne dénombre en trois ans 5000 soldats tués et 16 000 blessés. L'aide en matériel est elle aussi énorme: l'armement fourni par l'Italie aux fascistes espagnols est supérieur à celui, réuni, des deux camps espagnols. En particulier ont été envoyés des avions (731 au total), du matériel naval (91 bateaux et sous-marins), des chars, etc... L'aviation Italienne a joué un rôle décisif dans les combats.

L'intervention allemande: au total, environ 16 000 soldats allemands parmi lesquels la légion Condor (qui par la suite a envahi Varsovie en Septembre 1939 et Paris en Juin 1940) de 6000 hommes dont la tâche était d'organiser et de diriger l'aviation et la défense anti-aérienne des fascistes espagnols. A côté d'elle, trente compagnies anti-chars. Le matériel fourni par l'Allemagne est également massif: il comprend surtout des avions Junker, des canons et des chars.

Quelques épisodes montrent sur le terrain le rôle de ces troupes italiennes, allemandes et portugaises.

- en Mars 1937, lors de la bataille de Guadalajara, les combattants anti-fascistes (espagnols et volontaires des Brigades Internationales) doivent faire face aux 20 000 hommes des troupes fascistes espagnoles auxquels s' ajoutaient 30 000 soldats italiens.

- le 27 Août 1937: Guernica. C'est une petite ville de 7000 habitants, située en Biscaye, c'est-à-dire dans une des régions du pays Basque. Ce jour-là, pendant 4 heures d'affilée, des avions allemands bombardent et mitraillent la population de la ville, provoquant un épouvantable massacre. 1654 habitants sont tués, 889 sont blessés.

- 8 Août, décision du gouvernement français, applicable à partir du 9 Août et avec effet rétro-actif: est suspendue toute exporta tion de matériel militaire à destination de l'Espagne; les contrats conclus avant Juillet 1936 sont annulés; les industriels français ne peuvent ni livrer les armes déjà commandées, ni accepter de nouvelles commandes.

- 23 Août, la France, la Grande-Bretagne, l'U.R.S.S., l'Italie, l'Allemagne et le Portugal signent le pacte de «non-intervention». Pacte complètement formel avant même sa signature: il est ouvertement bafoué par les trois pays fascistes.

- fin Août-début Septembre 1936, affaire de la bataille d'Irun. Irun est une ville Basque située au bord de l'Atlantique, à quelques centaines de mètres de la frontière hispano-française, et en face de la ville française de Hendaye. Depuis Août, les troupes fascistes cherchent à prendre le pays Basque. Le peuple Basque organise la résistance; l'or de la Banque d'Espagne et des autres banques est expédié à Paris par les organisations antifascistes basques pour servir de garantie de paiement aux commandes d' avions que les basques veulent passer auprès de différents pays. Bombardée depuis la mer par la marine de guerre fasciste et par les avions italiens, Irun doit résister ensuite à l'offensive terrestre des fascistes et des troupes italiennes, lancée le 26 Août. 9 jours durant, la ville résiste. Les anti-fascistes basques, aux côtés desquels combattent des belges et des français, manquent souvent d'armes... alors que de l'autre côté de la frontière, deux wagons de munitions restent bloqués dans la gare française d'Hendaye. De leurs balcons et de leurs fenêtres, les français ont pu suivre les derniers combats puis la prise de la ville par les fascistes.

La bataille et la chute d'Irun ont provoqué une forte émotion dans l'opinion en France. Mais le gouvernement du Front Populaire a maintenu sa politique de «non-intervention».

Les seuls États qui ont soutenu les républicains espagnols sont le Mexique et l'U.R.S.S. Malgré ses limites, et bien que n'équivalent pas celui des italiens et des allemands aux fascistes, le soutien matériel de l'U.R.S.S. au camp anti-fasciste espagnol a été significatif. Ainsi des chars, des fusils, des munitions diverses sont acheminées vers l'Espagne à partir des ports soviétiques de la Mer Noire. Mais assez vite, ces livraisons sont rendues difficiles par le blocus maritime pratiqué par la flotte italienne. Deux navires soviétiques, le Komsomol et le Smidovitch, sont ainsi coulés en Méditerranée en mars 1937; un troisième navire connaît le même sort en Août de la même année. Ainsi l'Espagne républicaine est presque entièrement isolée: à l'Ouest, le Portugal; à l'Est et au Sud le blocus italien en Méditerranée; au Nord, la frontière française est fermée. Cependant, des armes et du matériel sont acheminés par contrebande par mer et à travers les Pyrénnées; Blum donne en 1936-37 des recommandations à la direction des Douanes pour un certain relâchement des contrôles.

LES RÉACTIONS DE LA CLASSE OUVRIERE ET DU PEUPLE EN FRANCE.

L'indignation, l'émotion, sont réelles en France dès Juillet 1936. Beaucoup de gens sont prêts à soutenir le peuple espagnol; beaucoup surtout chez les jeunes, les intellectuels, les ouvriers, sont opposés à la politique de «non-intervention» pratiquée par le Front Populaire. Plus encore après l'affaire d'Irun.

Au sein du Front Populaire, une partie de la S.F.I.O., le P.C.F., prennent position pour la livraison d'armes aux anti-fascistes espagnols. Le 13 Août 1936, le bureau politique du P.C.F. exprime sa «protestation indignée» contre le «blocus de fait» à l'égard de l'Espagne, contre le «plan d'encerclement de la France mené par Hitler et Mussolini», et ajoute qu' «il n'est pas possible de reculer davantage devant le chantage hitlérien». Mais, sur cette question de l'Espagne, le P.C.F. ne rompt nullement l'alliance de Front Populaire. Son soutien au gouvernement Blum devient plus «critique». Mais il ne lance aucune campagne d'envergure visant à obtenir de fait la livraison d'armes aux républicains espagnols (armes qui, pour une large part, étaient payées).

La C.G.T. appelle à une heure de grève pour montrer son désaccord avec le gouvernement. Jouhaux, secrétaire de la C.G.T., considère que l'intervention serait une «sottise», mais se prononce pour des mesures permettant au gouvernement républicain d'acheter au moins librement les armes dont il a besoin.

En France, ainsi que dans d'autres pays d'Europe et aux U.S.A., un courant existe de personnes prêtes à s'engager auprès des combattants républicains espagnols. Cela se concrétise par des départs dans les Brigades Internationales. Les B.I. sont constituées en Septembre 1936 par la IIIème Internationale; elles regroupent des volontaires décidés à combattre en Espagne contre les fascistes. Parmi eux, il y a de nombreux français, dont la moitié au moins sont membres du P.C.F. (Par exemple André Marty, François Billoux). Dès Juillet 1936, des volontaires français partent en Espagne et forment le groupe «Commune de Paris». Parmi les intellectuels non communistes qui combattent dans les B.I., une figure célèbre: André Malraux, qui s'engage dans l'aviation (Cf le roman d'André Malraux sur la guerre d' Espagne «L'espoir»).

Le rôle des Brigades Internationales a souvent été décisif dans les combats de la guerre d'Espagne.

En France, des gens se mobilisent souvent de façon isolée pour accueillir les réfugiés espagnols. En effet, à partir de 1937, en particulier, de nombreux républicains espagnols fuient leur pays et les troupes franquistes. Ils sont envoyés dans des camps par les autorités françaises, où ils sont parqués dans des conditions le plus souvent désastreuses. Ils sont soumis à d'étroits contrôles. Les français qui se mobilisent pour leur venir en aide se heurtent souvent aux tracasseries de l'administration.

Les années 1938 et 1939 sont marquées par l'écrasement final des républicains espagnols.

En Novembre 1938, l'Allemagne et l'Italie reconnaissent le gouvernement de Franco. Le même mois, les Brigades Internationales quittent l'Espagne.

En Janvier 1939, les anti-fascistes sont vaincus à Barcelone, et en Février les fascistes prennent l'ensemble de la Catalogne, dernier bastion anti-fasciste.

Le 27 Février 1939, le gouvernement de Franco est reconnu par la France et par la Grande-Bretagne. Le 1er Avril, Franco entre dans Madrid. Quelques jours plus tard, les U.S.A. reconnaissent à leur tour son gouvernement.

La guerre d'Espagne se termine par la victoire des fascistes. C'est une grave défaite pour le peuple espagnol et pour tout le camp anti-fasciste en Europe. Les troupes allemandes et italiennes ont trouvé en Espagne un excellent terrain d'exercice. En 1939, Hitler et Mussolini sont prêts à la guerre, alors qu'ils ne l'étaient pas en 1936.

C'est la faillite complète de la politique de «non-intervention» pratiquée par Blum et par le Front Populaire. L'incapacité de la classe ouvrière et du peuple, en France, à s'opposer à cette politique est grave de conséquences.

En France même, les évènements de 1936 à 1939 montrent l'échec total et rapide du Front Populaire.

Echec du Front Populaire

LA FAILLITE DE L'ALLIANCE GOUVERNEMENTALE DU FRONT POPULAIRE.

Blum ne parvient pas à gouverner. 1937 et 1938 sont marqués par l'échec successif des différents gouvernements du Front Populaire. En Juin 1937, le premier gouvernement Blum est mis en échec devant le Sénat sur les questions financières. Lui succèdent deux gouvernements Chautemps (un radical), le premier avec des ministres radicaux et des ministres socialistes (Juin 1937-Janvier 1938), le second composé seulement de radicaux. Les socialistes quittent le gouvernement parce qu'ils refusent la proposition des radicaux d'exclure le P.C.F. de l'alliance du Front Populaire et de gouverner sans son soutien à l'Assemblée. En Mars-Avril 1938, un second gouvernement Blum échoue. A partir de Janvier 1938, la participation des socialistes au gouvernement prend fin définitivement.

Désormais, les radicaux gouvernent seuls, puis en alliance avec les partis de la droite classique. L'expérience gouvernementale du Front Populaire s'achève au printemps 1938.

LES PARTIS.

Le parti radical a l'initiative de la rupture, en 1938. Dès Janvier il mène de dures attaques contre le P.C.F. et demande que l'alliance avec lui prenne fin. Devant le refus de la S.F.I.O. de s'associer à cette initiative de rupture avec le P.C.F., le Parti radical décide le 11 Avril 1938 de quitter le Front Populaire, auquel il met ainsi fin. Il retourne dans leur alliance précédente (avant 1935) avec la droite classique et ne voit plus quant à lui d'intérêt à maintenir l'alliance avec la S.F.I.O. et le P.C. F.

Le P.C.F.: il a constamment eu comme politique de vouloir renforcer et élargir le Front Populaire. En Juillet 1936, il a proposé d'élargir le Front Populaire en y appelant les catholiques. Il explique que «le gouvernement est le gouvernement de la France» et non celui de quelques partis, et que le Front Populaire doit donc être l'alliance la plus large.

Jusqu'au dernier moment (jusqu'en 1938),le P.C.F. s'accroche à la politique du Front Populaire et à sa poursuite, alors même que la conjoncture s'est complètement transformée: la situation est celle de l'avant-guerre et plus celle du Front Populaire.

Le P.C.F. s'engage même plus avant dans le Front Populaire: en Juin 1937, il se déclare prêt à participer au gouvernement, alors qu'auparavant il soutenait seulement les gouvernements de Front Populaire sans y avoir de ministres.

Le bilan de la première année de la guerre d'Espagne et la politique catastrophique de «non-intervention» pratiquée par le Front Populaire n' empêchent pas le P.C.F. de suivre cette ligne. En 1937, la position adoptée par le IXème Congrès du P.C.F. (Arles) est la suivante: «l'existence du Front Populaire et son bilan de réalisations répondent à la question que nous nous sommes posée (...) «le rôle de la démocratie n'est pas achevé».

CE QU'IL ADVIENT DES GRANDES «CONQUETES».

Dès l'été 1936, la bourgeoisie française engage une sérieuse contre-offensive, en particulier dans les usines.

Le premier bilan des grèves de 1936 tiré par le patronat se marque par la reconstitution de son organisation, dont il renforce le caractère de classe ouvert: la Confédération Générale de la Production Française est remplacée par la Confédération Générale du Patronat Français.

Dans les usines, les patrons ont comme politique de réduire à néant les acquis concernant le salaire, les horaires etc... Dès 1937, les horaires de 40 heures sont à nouveau dépassés dans plusieurs entreprises. Avec le retour au gouvernement de la coalition classique radicaux-droite (gouvernement Daladier de 1938), l'Etat intervient dans ce sens. Les mesures principales sont contenues dans les arrêts et les décrets de 1937-38-39:

- assouplissement de la loi de 40 heures pour certaines industries (les patrons de celles-ci ne sont pas tenus de respecter les 40 heures).
- le refus d'heures supplémentaires est passible de sanctions dans toutes les usines touchant la défense nationale.
- avril 1939: les majorations de salaire pour les cinq premières heures supplémentaires (donc entre 40 et 45 heures) sont supprimées.

De plus, les dispositions interdisant le salaire aux pièces sont annulées.

Quant aux augmentations de salaires de Juin 1936, elles fondent littéralement face à la hausse des prix qui se développe dans les années 36-39. Ceci est visible sur les prix alimentaires courants dès l'été 1936:

PRODUITS	Prix au 9/7/36	Prix au 3/9/36	% d'augmentation
Pain blanc	1,60 F	1,90 F	plus 18,75 %
12 oeufs	7,25 F	8,35 F	plus 15,17%
1 l vin rouge	1,95 F	2,05 F	plus 5,12%

Cette forte augmentation qui se produit ici en deux mois se poursuit par la suite.

LES «CONQUETES» SOCIALES CONCERNANT LE SALAIRE, LE TRAVAIL ET LES HORAIRES VOLENT EN ÉCLAT DÈS 1937.

En revanche, l'institutionnalisation du syndicat et l'accroissement du rôle de l'Etat dans les rapports entre patrons et ouvriers ne sont pas remis en cause après 1936.

En 1937 et 1938, les conventions collectives entre patrons et syndicats sont renouvelées. Les dirigeants de la C.G.T. conservent leur place au sein de l'appareil d'Etat. quelques exemples: la présence de dirigeants C.G.T dans les Comités d'Administration des entreprises d'aviation nationalisées et des Chemins de fer, ainsi que dans le Conseil Général de la Banque de France. Jouhaux, chef de la C.G.T., va même représenter la France à la S.D.N. (la Société des Nations, l'équivalent de l'ONU pour la période 1919-1939).

Parallèlement, le rôle d'arbitrage du gouvernement entre patrons et ouvriers est renforcé. La loi du 4 Mars 1938 décide l'arbitrage obligatoire «en cas de conflit». Elle est votée par tous les partis du Front Populaire.

Les grèves de 1937-38 donnent la mesure de la faiblesse de la classe ouvrière à la fin du Front Populaire. Les ouvriers essaient de résister en vain à la contre-offensive patronale.

Un exemple significatif est la grève des ouvriers de Goodrich en Décembre 1937. Dans cette usine, les ouvriers décident la grève le 15 Décembre 1937 contre le licenciement d'un ouvrier et sur la question du travail (probablement sur les cadences). Comme en 1936, ils occupent l'usine. Mais cette fois le gouvernement ordonne l'évacuation et les gardes-mobiles interviennent. Malgré le soutien des ouvriers des usines environnantes et des gens du quartier, les ouvriers doivent évacuer l'usine. Mais le travail ne reprend pas; le gouvernement déclare l'usine «neutralisée» (en grève, mais non occupée).

Le gouvernement (radical) intervient dans la négociation; il propose un arbitrage dans lequel les revendications des ouvriers ne sont pas acceptées. Les ouvriers reprennent finalement le travail; leur grève a été un échec. La direction licencie 53 grévistes. A la suite de tout cela, plusieurs ouvriers de Hotchkiss quittent le syndicat.

Les grèves de la métallurgie (Mars-Avril 1938) échouent également. Il en va de même des grèves menées contre les décrets de 1938 sur les horaires de travail; la police fait évacuer les usines occupées; les ouvriers n'obtiennent pas l'abrogation des décrets. Dans les usines d'aviation, 40 000 ouvriers sont licenciés.

La classe ouvrière se retrouve sans force face à la contre-offensive patronale dans les usines, qui réussit. Après l'échec des grèves de 1937 et 1938, la faiblesse ouvrière est profonde.

LA QUESTION DES FASCISTES.

On a vu qu'en 1936, la question du fascisme est de fait passée au second plan, au profit des revendications sociales. Dans certaines villes, les

grévistes s'affrontent à des bandes fascistes, soit qu'ils interviennent dans la ville pour interdire une réunion des fascistes, soit qu'une bagarre oppose des porteurs de drapeaux rouges aux fascistes défenseurs du drapeau tricolore...

Conformément au programme électoral du Front Populaire , le gouvernement Blum dissout les Croix de Feu le 23 Juin 1936. L'effet de cette mesure est nul: le même jour, le colonel de la Rocque reconstitue une autre organisation, le P.S.F. (Parti Social Français). Des poursuites judiciaires sans gravité sont la seule riposte contre cette reconstitution. Les groupes fascistes existent donc toujours et continuent leurs activités. Parmi eux, il y a le P.P.F., Parti Populaire Français, de Doriot, renégat du P.C.F. Dans ces années, se multiplient les complots et les agissements clandestins des fascistes (par exemple «La Cagoule»).

Les fascistes ont tiré leur propre bilan des grèves de 1936: à partir de ce moment, ils essaient de s'implanter dans les usines, en créant des syndicats professionnels (c'est-à-dire des organisations regroupant dans une même branche professionnelle, du patron au manoeuvre).

Contre les fascistes, aucun processus prolongé et décidé d'organisation et de mobilisation ne s'engage à partir de 1936. Le résultat est clair en 1937, lors de la fusillade de Clichy (banlieue Nord de Paris).

A Clichy, le 16 Mars 1937, le parti fasciste P.S.F. appelle à une réunion publique. Une contre-manifestation est organisée à l'appel de la municipalité S.F.I.O., du député P.C.F., et du Front Populaire de Clichy. 10 000 manifestants sont présents. Or la manifestation part en sens inverse du lieu de la réunion fasciste; une partie des manifestants, qui sont venus avec la volonté d'interdire celle-ci, quittent le cortège et partent vers la salle occupée par le P.S.F. Ils se heurtent à la police, qui tire: six manifestants sont tués, deux cent sont blessés. Le 17 Mars, la nouvelle de la mort de plusieurs manifestants suscite la colère parmi les ouvriers de la région parisienne; les ouvriers des chantiers de l'Exposition Internationale de Paris se mettent en grève, et dans plusieurs usines des discussions animées se tiennent. Pour éviter d'être débordée, la C.G.T. appelle à la grève le 18; elle explique qu'il faut «éviter les provocations» rendues possibles par les grèves sauvages... «Cette grève générale a été une grève pour le maintien de l'ordre», tel est le commentaire de Raynaud, dirigeant CGT et membre du P.C.F...

Le 16 Mars est donc marqué par un affrontement violent, qui fait plusieurs victimes parmi les manifestants anti-fascistes. Mais il ne représente en rien une avancée dans la lutte anti-fasciste: par la suite, les partis fascistes ont encore développé leur politique.

LA QUESTION DE LA GUERRE ET DES PAYS FASCISTES.

C'est la question centrale dans les années 1934-1939. On a déjà vu ce que fut la politique pacifiste bourgeoise, politique de faiblesse face à l' Allemagne nazie et à l'Italie fasciste, pratiquée par le gouvernement du Front Populaire lors de la guerre d'Espagne.

L'Allemagne et l'Italie sortent renforcée de la guerre d'Espagne, qui a été un excellent terrain d'exercice militaire pour leurs armées. Hitler et Mussolini veulent conquérir des territoires en Europe (et en Afrique pour Mussolini). Face à eux, les démocraties occidentales reculent de compromis en compromis, prétendant garantir ainsi la paix.

La politique de Blum sur les questions de la guerre et de l'armement après 1938 mérite quelques précisions. En 1936, il a choisi la «non-intervention» lors de la guerre d'Espagne, pour maintenir l'unité avec les radicaux dans le gouvernement de Front Populaire, puis il s'est obstiné à maintenir cette politique tant qu'il est resté au gouvernement, malgré son échec évident.

Par la suite, sa position se transforme:

- en 1938, il est nettement favorable à un «relâchement» de la «non-intervention». C'est ce qu'il essaie de pratiquer lors de son deuxième, et très bref, gouvernement (26 jours en Mars-Avril 1938).
- en Janvier 1939, alors qu'en Espagne l'écrasement des républicains n'est plus qu'une question de semaines, Blum intervient lors d'un débat à l' Assemblée et soutient qu'il faut mettre fin à la politique de «non-intervention». Il n'est pas suivi par les députés, dont la majorité vote contre sa proposition. A juste titre, il reconnaît qu'«il est bien tard».
- lors de son deuxième gouvernement, et face à la politique de conquêtes militaires menées par l'Allemagne nazie (Mars 1938, l'armée allemande envahit l'Autriche), Blum essaie d'accélérer le réarmement de la France. Mais il n'a pas les moyens de pratiquer sa politique. Son gouvernement tombe.

A partir de Juin 1937, c'est la politique des radicaux puis en 1939 celle de la droite qui est pratiquée.

Les réfugiés espagnols en sont les premières victimes: en Octobre 37 un décret décide le renvoi en Espagne de ceux parmi les réfugiés qui sont à la charge de l'Etat français. Ainsi, une centaine de réfugiés qui se trouvaient en Bretagne sont convoyés en train vers l'Espagne, le 10 Octobre 1937. A Bayonne, où sont réfugiés 7000 espagnols, le maire déclare qu'il refuse d'obéir à la décision gouvernementale.

Ensuite, l'Etat décide de cesser de fournir aux familles françaises qui hébergent des réfugiés espagnols l'allocation qu'elles recevaient (Cf Louis Guillou «Carnets - 1921-1944» Gallimard).

En Avril 1938, le gouvernement Daladier prend des mesures pour mettre fin aux livraisons d'armes effectuées par contrebande vers l'Espagne à travers les Pyrénnées. Jusque là, elles étaient tolérées.

En Février 1939, le gouvernement français reconnaît le gouvernement de Franco, auprès duquel Pétain est nommé ambassadeur.

Les réfugiés espagnols sont enfermés dans des camps, véritables prisons, comme le camp d'Argelès près de Perpignan (après l'occupation, nombreux sont ceux qui seront livrés aux allemands...).

Face à Hitler, c'est la politique du ventre-mou.

Elle est particulièrement désastreuse en Septembre 1938: l'Allemagne nazie menace un petit pays du centre de l'Europe, la Tchécoslovaquie (liée à la France par traité) d'une intervention armée sur son territoire. Les gouvernements français (Daladier) et britannique (Chamberlain) dissuadent le gouvernement de la République Tchécoslovaque d'appeler le peuple à résister par les armes. Les représentants de ces deux gouvernements vont à Munich, en Allemagne, pour rencontrer Hitler; ils parlementent avec lui et le laissent, de fait, libre d'envoyer son armée envahir la Tchécoslovaquie. Ce qu'il fait: d'abord en envahissant la région des Sudètes, puis en 1939 l'ensemble du territoire; Prague, la capitale est alors occupée par l'armée allemande.

En France, l'idéologie pacifiste et la peur de la guerre dominent. Les accords de Munich sont accueillis comme la sauvegarde de la paix, alors qu'en réalité ils encouragent l'Allemagne nazie dans sa politique expansionniste et belliciste, dans ses pratiques de gangster international. Ils vont donc dans le sens de l'accroissement des facteurs de guerre.

En montrant le peu de cas qu'elle fait de l'indépendance nationale Tchécoslovaque, la bourgeoisie française fait la preuve une nouvelle fois qu'elle n'a aucun principe sur l'indépendance nationale. A Munich, elle affirme la logique des grandes puissances contre celle des peuples, logique qui est toujours celle des guerres d'agression.

1939 est l'année de la guerre: l'URSS, isolée, convaincue du caractère inéluctable de la guerre entre elle et l'Allemagne nazie, défend ses propres intérêts d'Etat. Ainsi, Staline décide en Août 1939 de conclure le pacte germano-soviétique: pacte de non-agression mutuelle qui permet à l'URSS de retarder l'attaque allemande (contre elle-même, mais pas contre les autres pays).

En France, le P.C.F. applaudit à ce pacte, qu'il salue comme garant des intérêts des peuples contre le fascisme et la guerre. Paul Nizan, jeune intellectuel du P.C.F., est un des rares membres de ce parti à prendre position contre le soutien du P.C.F. au pacte germano-soviétique; en Septembre 1939, il quitte le P.C.F., qui lance contre lui une détestable campagne de calomnies...

Le 1er Septembre 1939, l'armée allemande pénètre en Pologne (de son côté, l'armée de l'URSS fait de même sur la frontière est de ce pays). Liées à la Pologne par traité, la France et la Grande-Bretagne ne peuvent plus cette fois reculer et elles déclarent la guerre à l'Allemagne. C'est le début de la seconde guerre mondiale, dans des conditions très favorables au camp fasciste.

CONCLUSION

Sinistre épilogue de l'histoire du Front Populaire: en Juin 1940, après dix mois de «drôle de guerre» (la guerre est déclarée mais les armées ne combattent presque pas), l'armée allemande envahit la France. La débâcle de l'armée française est aussi rapide que lamentable. La population des territoires envahis fuit sous les bombardements allemands...

Réfugiés à Vichy avec le gouvernement, les députés de l'Assemblée, les élus de 1936, votent les pleins pouvoirs à Pétain en Juillet: à la quasi-unanimité, sauf ceux du P.C.F., qui ne siègent plus parce que leur parti a été interdit auparavant, et sauf les «80», c'est-à-dire 80 députés, dont Blum et d'autres socialistes (mais pas la majorité des députés S.F.I.O.) qui votent «non».

Triste fin, mais significative.

La conjoncture des années 1934-1936 posait comme exigence de prendre position sur deux éléments, deux questions dominantes: la question de la guerre, celle du fascisme (l'une et l'autre étant fortement intriquées).

Face à cette conjoncture, nous avons vu ce qui s'est passé en France. L'expérience du Front Populaire (son Parlement, son gouvernement, ses lois de réformes) et le mouvement social qui a eu lieu en Mai-Juin 1936, prennent comme axe principal non pas les deux questions qui dominent la conjoncture, mais la question sociale en France. Certes, il ne fait nul doute que les grèves de 1936 sont issues d'une réelle révolte accumulée depuis des années, avec la crise. Mais pour les ouvriers qui occupent les usines, pour les employés qui se lancent à leur tour dans la lutte, ceci n'a nullement contribué à une clarification des questions conjoncturelles de l'heure et à une prise en main de celles-ci. Au contraire, 1936 est un processus d'obscurcissement de ces questions, qui sont reléguées à un plan secondaire, comme si elles assombrissaient inutilement un horizon possiblement serein.

A l'inquiétude de 1934, succède «l'enthousiasme» de la lutte syndicale revendicative et des «succès» obtenus au niveau des réformes étatiques. Le rapport précaire de tout ceci à la réalité d'ensemble du moment se manifeste très vite par la suite, et l'enthousiasme de 1936 fait assez rapidement place à l'impuissance.

Dans toute l'expérience de 1936, on a vu le rôle des partis dit «de gauche». L'itinéraire suivi à partir de 1938 par chacun d'eux montre la gravité de leurs responsabilités dans le bilan catastrophique du Front Populaire.

* Le P.C.F. Il soutient le pacte germano-soviétique, qui préserve les intérêts de l'URSS pour retarder l'attaque que préparait contre elle l'Allemagne nazie; c'est un pacte d'État, mais rien ne justifiait ce qui fut une de ses clauses, le dépeçage de la Pologne. Non seulement le P.C.F. soutient ce pacte, mais il fait de ce soutien un critère d'internationalisme prolétarien. Position insensée, dans la mesure où de toute évidence, l'Allemagne se préparait à attaquer la France, et que du point de vue du peuple en France, l'État allemand n'était pas principalement l'allié de l'État soviétique (à l'issue du pacte d'Août 1939), mais une puissance belliciste et ennemie des peuples d'Europe. Le P.C.F. n'a aucune capacité à définir une position sur la politique en regard de la question nationale. La position du P.C.F. par rapport au pacte germano-soviétique facilita d'ailleurs la politique de répression engagée contre lui par l'État français en 1939. En plus, il fut extrêmement violent et terroriste contre tous ceux qui critiquaient le soutien au pacte germano-soviétique (cf la campagne contre Paul Nizan). Ceci même après 1941, date de l'invasion de l'URSS par l'armée nazie.

L'extrême hésitation du P.C.F. avant de s'engager dans la résistance, les aléas de la philosophie politique de son engagement dans la résistance, tout ceci a pour origine l'incapacité du P.C.F. à définir une politique démocratique révolutionnaire sur la question nationale face à l'Allemagne nazie et face à la classe politique et à une grande fraction de la bourgeoisie française incapables de défendre l'intégrité territoriale, plus soucieuses de punir le peuple de 1936 que de défendre l'indépendance nationale. Enfin, le P.C.F. fut extrêmement lent à dénoncer Vichy comme gouvernement de collaboration et pas seulement comme gouvernement des trusts.

* La S.F.I.O. A partir de 1938 elle est très divisée. Une partie de ses membres se rapproche du pétainisme plus ou moins ouvertement. Lors du vote de Vichy au cours duquel Pétain demande les pleins pouvoirs aux députés (Juillet 1940), la S.F.I.O. se divise: une partie de ses députés vote les pleins pouvoirs à Pétain; seuls une trentaine, dont Blum, refusent de voter «oui».

En fait, dès qu'on entre dans la conjoncture de l'imminence de la guerre, puis de son déclenchement (et surtout après l'invasion), la S.F.I.O. révèle son incapacité politique profonde face à la situation. Et le ralliement très précoce (dès l'été 1940) de Blum et d'autres dirigeants socialistes à de Gaulle est en quelque sorte une façon de prendre acte de l'impuissance de leur propre parti. Blum se fait (se laisse, pourrait-on dire) arrêter par les autorités de Vichy, et s'ouvre une sombre période pour la S.F.I.O. Une partie joue la carte du pétainisme et de la collaboration, et dans la résistance, la S.F.I.O. en tant que parti est absente. Ne s'y engagent que des personnalités isolées.

* Quant aux radicaux, depuis la rupture du Front Populaire à leur initiative en 1938, ils ont amorcé le processus qui les conduit à se rallier ouvertement à Pétain. Ce ne fut pas le cas certes de tout le parti, mais de nombre de ses membres.

Voilà ce que fut la réalité politique des partis dirigeants le Front Populaire. Les années 1936-37 ont effectivement eu comme issue une période particulièrement difficile pour la classe ouvrière et le peuple de ce pays.

Anne COMTAT

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE :

- Jacques Danos et Marcel Gibelin: «Juin 1936» (2 tomes) Petite Petite Collection Maspéro.
- Georges Lefranc: «Histoire du Front Populaire» Payot.
- Hugh Thomas «Histoire de la guerre d'Espagne» (2 tomes) Le livre de poche historique.
- Pietro Nenni «La guerre d'Espagne».

ÉDITIONS POTEMKINE
2 Bis RUE JULES BRETON - PARIS 13ème
IMP. SPEC. DÉPOT LÉGAL 3/81
ISBN 2 - 902221-43 - 6